

Madelin : « Je ne marchanderais pas mes voix »



■ Alain Madelin : « Je suis le candidat d'un projet et non celui d'un parti. » - Photo AFP.

Alain Madelin, président de Démocratie libérale, s'est lancé dans la campagne présidentielle. Il s'explique.

Que faut-il faire des fonds secrets ?

Il est normal que les services secrets disposent comme certaines activités du ministère de l'Intérieur, de fonds secrets. Mais dans une démocratie, ceux-ci doivent être contrôlés. Pour le reste, la transparence et la loyauté de la vie politique exigent la proscription des fonds secrets.

Fallaient-ils légiférer sur les rave-parties ?

L'affaire des rave-parties est une excellente illustration de la fuite devant les responsabilités et de la tentation démagogique de la législation spectacle. Dès que survient un problème dans la société, au lieu d'appliquer le droit existant, ou de trouver des règles d'autorégulation, on fait une loi : hier une loi « Danone », aujourd'hui une loi « rave-parties ». En réalité, notre arsenal juridique est amplement suffisant pour prévenir les excès des rave-parties, quand excès il y a. J'en ai pour ma part assez de ces ministres de l'Intérieur qui bombent le torse devant l'Assemblée nationale et qui baissent les bras devant la réalité.

Etes-vous favorable à la mise en place d'un nouvel outil pour mesurer l'insécurité comme le demande Jospin ?

Il y a, aujourd'hui, une explosion de la délinquance et de la criminalité, et si le résultat du thermomètre ne plaît pas, il est absurde de vouloir casser le thermomètre ou le changer. De tables rondes en circulaires sur la sécurité, le gouvernement tourne en rond.

Selon vous, la police de proximité n'a donné aucun résultat ?

Pour être plus efficace, la police de proximité doit être mieux protégée. Or trop souvent, on laisse les policiers se faire menacer, ou menacer leur famille dans une quasi impunité. De plus, il n'y a rien de plus décourageant pour un policier que de devoir arrêter cet après-midi un jeune délinquant qui a déjà été arrêté hier et qui vient d'être relâché ce matin ! C'est pourquoi, je pense que le problème de la sécurité est, avant tout, un problème de justice. Quand les tribunaux sont embouteillés, quand on n'a plus de places dans les prisons et pas assez d'établissements spécialisés adaptés à la délinquance des mineurs, les plaintes sont classées sans suite, les

multirécidivistes crânent dans leurs quartiers, narguent leurs victimes et la police, et deviennent de douteux exemples pour d'autres gamins en mal d'autorité parentale. Nous avons besoin d'un plan ORSEC pour la justice, que je chiffre à environ 12 milliards de francs par an, c'est-à-dire 10 % de la facture des 35 heures.

Jugez-vous l'augmentation du SMIC trop forte ?

Nous avons besoin d'une politique globale d'augmentation de la feuille de paie et du pouvoir d'achat des Français et non d'un petit coup de pouce pré-électoral sur le SMIC. La meilleure façon d'y parvenir consiste à faire tourner à plein régime la machine à croissance et à emploi, en libéralisant notre économie afin de générer, à la fois la hausse des salaires, la diminution de la précarité du travail et une plus grande liberté pour les salariés. Voilà la politique que je propose.

Comment expliquez-vous que vous n'êtes qu'à 5 % dans les sondages pour la présidentielle ?

Les sondages m'attribuent, actuellement entre 5 et 9 % des voix pour une campagne qui n'a pas encore commencé. Mais, ils montrent aussi qu'il existe une large majorité de Français en faveur des réformes fortes que je propose. Des réformes en matière de fiscalité, d'emploi, d'éducation, de modernisation de l'Etat, de sécurité et de justice ou de régionalisation qui partout autour de nous en Europe sont proposées et choisies et que je serai sûrement seul à défendre en France.

Votre groupe parlementaire n'est pas unanime derrière vous. N'est-ce pas gênant pour mener campagne ?

Vous auriez pu dire cela de Valéry Giscard d'Estaing en 1974 ou de Jacques Chirac en 1995. En réalité, j'ai volontairement situé ma candidature au-delà de ma seule famille politique. Je suis le candidat d'un projet et non celui d'un parti.

Accepteriez-vous d'être le Premier ministre de Chirac en 2002 ?

Permettez-moi à ce stade de la campagne d'avoir pour ambition de terminer la course du premier tour en tête. Dans une autre hypothèse, je n'entends pas vendre ou marchander les voix qui, au travers moi, se seront portées sur une exigence de réformes et de modernisation forte. Disons qu'il appartiendrait dans ce cas-là, au candidat arrivé en tête de la droite au premier tour de mériter ces voix.

Recueilli par Jean-Pierre BÉDÉI